

Le défi des pays émergents

Les Echos

1/03/2005

Les pays industrialisés sont à juste titre fiers de leur passé en matière d'innovation : ils ont réalisé les plus grandes expériences mondiales dans le domaine du capitalisme démocratique et ont constitué les creusets culturels qui ont donné naissance au transistor, aux cônes glacés et aux véhicules téléguidés envoyés sur Mars. L'innovation n'est toutefois pas qu'une simple affaire de créativité ou d'inventivité : selon les experts, c'est le moteur économique à l'origine de la productivité qui a assuré près de la moitié de la croissance du PIB au cours du siècle dernier.

Le fait que la productivité alimentée par l'innovation ait été la clef du succès du monde industrialisé ne garantit nullement

que ces pays vont se montrer au cours de ce siècle aussi novateurs qu'ils l'ont été dans le passé. La tendance actuelle pourrait même laisser penser le contraire. Pour la première fois, en 2003, le pays qui a attiré le plus d'investissements étrangers ne fait en effet pas partie du monde industrialisé : il s'agit de la Chine.

La mondialisation du commerce, de la communication et des connaissances permet aujourd'hui à davantage de pays de se placer dans la course à l'innovation. Très

ambitieux, ces nouveaux acteurs élaborent leur stratégie en se fondant sur les meilleures pratiques des pays industrialisés et en s'inspirant de leurs réussites. Dans les marchés émergents, les coûts inférieurs de fabrication ou de la main-d'œuvre et les investissements massifs réalisés dans l'éducation ont d'ores et déjà modifié les règles du jeu. La France et les États-Unis doivent aujourd'hui accorder une grande attention aux options dont ils disposent dans cet environnement nouveau et, plus difficile. Ils peuvent décider de ne pas faire grand-chose

Les vieilles nations industrielles doivent relancer leur inventivité.

et espérer que l'ingéniosité de leurs hommes d'affaires, de leurs scientifiques et de leurs entrepreneurs suffira à assurer leur compétitivité.

Ils peuvent au contraire profiter de cette occasion pour renforcer leur flexibilité et mobiliser des esprits brillants sur ce nouveau problème afin de trouver un moyen de le résoudre. Ils disposent de nombreux atouts : économies ouvertes aux échanges et aux investissements, gouvernements stables, technologies de base puissantes. La culture américaine semble toutefois plus à même de prendre des risques.

A Washington, le groupe de réflexion sur la National Innova-

tion Initiative (l'initiative nationale sur l'innovation) a rendu son rapport sur la question le 15 décembre dernier. Il n'a pas offert aux États-Unis de solution miracle sur la manière d'accroître leur capacité d'innovation. Il propose plutôt une stratégie permettant d'y parvenir, fruit du travail mené sur une année par plus de 200 universités, entreprises et groupes de réflexion américains afin de distinguer les grands thèmes sociétaux et politiques que les États-Unis pourraient étudier et proposer des pistes susceptibles d'accélérer la croissance et d'améliorer le mode de vie.

Le défi ainsi posé peut se résumer à définir les priorités nationales et les politiques qui seront appliquées aux États-Unis et en France. Ces pays industrialisés sont-ils prêts à accepter que leur leadership économique ne dépende plus de ce qu'ils ont accompli dans le passé, mais de la manière dont un pays et ses institutions peuvent élaborer des projets novateurs et inventer de nouvelles idées ? De façon assez ironique, personne ne s'oppose au fait d'inciter décideurs politiques, hommes d'affaires, savants et scientifiques à relever ensemble ce défi, tout comme personne ne s'oppose à la liberté. Peu de responsables savent toutefois comment la promouvoir réellement. La France et les États-Unis doi-

vent favoriser l'apparition de ces responsables dans les différents secteurs économiques, dans l'industrie, dans l'enseignement, dans le domaine du travail et au gouvernement.

Remporter une victoire sur ce front supposera non seulement un vaste dispositif de mesures, mais aussi un large consensus et une forte participation. Nous devons tous nous projeter dans l'avenir, pas uniquement dans les quatre prochaines années mais dans les quarante prochaines années. Nous devons décider de quelle manière nous voulons investir dans les compétences et la santé de nos pays, dans les infrastructures de données, d'énergie, d'enseignement et de recherche qui soutiendront les esprits novateurs de demain.

Et surtout, quels seront les responsables qui convaincront nos nations de se lancer rapidement dans un vaste programme novateur et multifacette comprenant des grandes missions telles que les premiers pas sur la Lune ou la définition de la carte du génome humain ? Nous devons inciter ces responsables à relever le plus grand des défis : faire de nos nations de nouveaux moteurs d'innovation, de croissance et de prospérité mondiale, autant sur le plan national qu'à l'étranger.

KATHLEEN N. KINGSCOTT est directeur, politique de l'innovation, IBM Corporation.